

Olivier Ferrand préside la fondation Terra Nova, le think tank proche du Parti socialiste, qui s'apprête à publier un rapport sur les retraites. Entre autres propositions, il en fait une qui peut être jugée iconoclaste : faire payer les retraités actuels. Olivier Ferrand s'en explique dans un entretien au *Monde*, dans lequel il défend également l'allongement, de 2020 à 2050, de la durée de cotisation. S'il reconnaît la nécessité de la rigueur, il critique les mesures annoncées par François Fillon.

Terra Nova propose de mettre les retraités à contribution. C'est une provocation ?

Olivier Ferrand : Non, c'est un souci d'équité intergénérationnelle. En matière de réforme des retraites, rien n'est dit sur le niveau de pension, le niveau de vie que l'on veut assurer aux retraités. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les pères fondateurs de la Sécurité sociale voulaient sortir les retraités de la pauvreté. Aujourd'hui, implicitement, on veut garantir la parité de niveau de vie entre retraités et actifs. C'est une bonne chose, explicitons donc cet objectif. A partir de là, on peut en déduire les paramètres sur lesquels on peut jouer pour équilibrer le système.

A long terme, on le sait, les retraites vont baisser. Mais à court terme, nous sommes dans une situation historique particulière, bien repérée par le Conseil d'orientation des retraites (COR) : le niveau de vie des retraités d'aujourd'hui est supérieur à celui des actifs. Si la pension moyenne est inférieure de 9 % au salaire moyen, la retraite moyenne d'un homme est supérieure au salaire moyen d'un homme : 1 617 euros contre 1 613 euros. C'est une première.

Quand on passe au niveau de vie, l'écart se creuse puisque les retraités n'ont plus d'enfants à charge, disposent de revenus patrimoniaux deux fois supérieurs et sont propriétaires à 75 % de leur logement (contre 56 % des actifs). Le niveau de vie de l'ensemble des retraités représente 106 % de celui des actifs. Et 140 % de celui des actifs de moins de 55 ans.

Mais il y a des retraités pauvres.

Bien sûr. Mais ils sont moins nombreux que les actifs pauvres (450 000 contre 1,2 million) et la collectivité les traite mieux : 708 euros pour le minimum vieillesse, 460 euros pour le RSA, soit 50 % de mieux. Quel que soit le niveau de l'échelle sociale, les retraités sont dans une situation meilleure que les actifs.

Quelles conséquences en tirez-vous ?

Les retraités d'aujourd'hui doivent être mis à contribution à un niveau raisonnable. Nous proposons simplement d'aligner leur fiscalité sur celle des actifs. Les retraités bénéficient d'une CSG de 6,6 %, voire de 3,8 %, contre 7,5 % pour les actifs. Ils continuent d'avoir un abattement fiscal de 10 % pour frais professionnels, des majorations de retraite et toute une série d'avantages annexes.

Cette fiscalité dérogatoire n'est plus justifiée puisque les retraités sont aussi riches, voire plus, que les actifs. Elle représente un montant annuel de 10 milliards d'euros. Nous proposons aussi d'instituer une CRDS retraite provisoire, avec un point de plus sur dix ans, pour contribuer à apurer nos 85 milliards de dette sociale.

Faut-il aussi des mesures d'âge ?

A court terme, non. Le COR nous l'a dit. Nous devons trouver immédiatement 30 milliards. Il n'y a que deux voies : des financements supplémentaires ou le relèvement de l'âge légal de la retraite.

Nous privilégions la première solution. La seconde, qui semble avoir les faveurs du gouvernement, est inéquitable car elle revient à demander aux classes populaires, celles qui ont les carrières les plus longues, d'assurer le bouclage financier du système.

Mais à long terme ?

A long terme, la question des 60 ans ne se posera plus. 93 % de la génération de 1970 n'est pas concerné par l'âge légal. Le vrai sujet est sur la durée de cotisation.

Nous avons la chance de vivre beaucoup plus longtemps. Nous ne pouvons pas continuer à recycler intégralement en retraite notre espérance de vie. Notre temps de vie en retraite est déjà le plus haut de l'OCDE. On ne peut pas pressurer à ce point les actifs. Il faudra, de 2020 à 2050, allonger la durée de cotisation.

Y a-t-il d'autres améliorations à apporter ?

Notre système a trois handicaps : il est illisible, inégalitaire et standardisé. Les Suédois, à partir de l'âge de 28 ans, savent à quoi s'en tenir sur le niveau de leurs futures pensions. Pourquoi pas nous ? Les inégalités sont légion. Je n'en rappellerai qu'une : il y a sept ans de différentiel d'espérance de vie entre les ouvriers et les cadres. Il faudrait rendre le système plus redistributif, et prendre un peu aux pensions les plus élevées pour redonner aux petites retraites. Par exemple, faire en sorte qu'une carrière au smic aboutisse à une pension au smic.

Enfin, la diversité des demandes sociales (partir plus tôt, plus tard, cotiser davantage...) plaide pour une retraite individualisée à la carte.

Le PS joue-t-il une partie de sa crédibilité sur les retraites ? Lionel Jospin n'a-t-il pas souffert en 2002 de n'avoir pas traité la question ?

Mais il a créé le Fonds de réserve des retraites ! Si celui-ci avait été abondé au rythme prévu, il aurait couvert en 2020 à peu près 15 % du besoin de financement du système. La gauche est audible et écoutée. On va mesurer dans les mois qui viennent, et pas seulement sur les retraites, si elle est prête à gouverner.

Quelles sont, selon vous, les principales fragilités françaises ?

La France, comme l'Europe, est en crise depuis trente ans. Notre pays - et cela renvoie au problème des retraites - engloutit ses ressources dans le présent. Il a renoncé à investir dans son avenir. La montée en puissance des contraintes de finances publiques depuis 1974 a progressivement asphyxié les investissements publics.

La croissance a longtemps été une croissance d'imitation et de rattrapage. Nous nous heurtons aujourd'hui à une frontière. Pour la repousser, le pays a besoin d'une politique de l'offre fondée sur une stratégie d'investissement économique, social et écologique. Il manque un à deux points de PIB, soit une trentaine de milliards, d'investissements publics par an pour financer l'avenir. Un grand emprunt par an !

A-t-on les moyens de le faire ?

Il nous faut, sous peine de syndrome grec, réduire de 70 milliards notre déficit structurel et trouver, pour investir, des marges à hauteur de 30 milliards. C'est donc 100 milliards par an qu'il faut redéployer, une véritable révolution budgétaire.

Ce qu'a annoncé le gouvernement y contribue-t-il ?

Non. Le gel nominal des dépenses annoncé par François Fillon, c'est trois milliards par an de gain. C'est comme avec la RGPP : on fait des économies à la marge, souvent de manière aveugle, sur la gestion administrative des politiques publiques. Mais il va falloir désormais s'attaquer aux politiques elles-mêmes. On ne peut plus continuer à les empiler.

Y a-t-il une façon de gauche de conduire la rigueur ?

Il faut assumer deux choix difficiles. Le premier, c'est redéployer progressivement vers les emplois de demain une trentaine de milliards par an de baisses de charges sur les bas salaires. Le second consiste à s'attaquer aux quelque 400 milliards de dépenses sociales. Il faut le faire en mettant en cause les prestations les plus élevées accordées aux plus aisés. C'est d'autant plus légitime que les inégalités augmentent et que l'on n'a cessé de réduire la redistributivité du système fiscal.

Il faut aussi regarder les recettes. Remettre la fiscalité à son niveau de 2002 permettrait de dégager 30 milliards par an, dont 20 ont été redistribués aux 5 % les plus aisés. La gauche a raison de mettre la réforme fiscale au coeur de son projet.

Est-elle consciente des contraintes qui seront les siennes, si elle revient au pouvoir ?

J'en suis sûr. La gauche a d'ailleurs toujours été bonne gestionnaire des finances publiques. C'est dans son ADN.

Propos recueillis par Claire Guélaud et Philippe Le Coeur

Article paru dans l'édition du 09.05.10